

Non : la dette publique n'est pas celle de « nos » enfants !

mardi 17 janvier 2006

de Jean-Jacques Chavigné - Gérard Filoche

Quels bons apôtres ! Quels cœurs sensibles ! Qu'ils sont soucieux de l'avenir, tous ceux (Villepin, Breton, Sarkozy et tant d'autres...) qui s'inquiètent, les larmes aux yeux, du lourd fardeau que la dette publique pourrait faire peser sur les fragiles épaules de nos enfants !

Une question vient, pourtant, faire douter de la pureté d'intention de tous ces gens si bienveillants : cette dette n'aurait-elle pas, quand même, quelques bénéficiaires ?

Il est difficile, en effet, d'imaginer une dette sans créancier. Mais si tel est bien le cas, si la dette publique est due, comme toute dette, à des créanciers : tout le monde n'aurait donc pas à pâtir de cette dette publique. Certains pourraient peut-être même en bénéficier !

C'est évidemment, loin des contes de fées de nos bons apôtres libéraux, très exactement ce qui se passe dans la réalité. Les créances de la dette publique sont aux mains des heureux détenteurs des titres du Trésor public, notamment les Obligations Assimilables du Trésor (OAT) émises chaque mois par l'Agence France Trésor, remboursables au bout de 7 à 50 ans.

Les détenteurs de ces titres empocheront, en 2006, 42 milliards d'euros : six fois plus que le budget de la justice, 12 milliards de plus que le « financement de l'emploi ». Au total, une somme équivalente au total des budgets de l'armée, de la diplomatie, de la justice et de l'intérieur (43 milliards d'euros).

Les créances de la dette publique sont donc aux mains des rentiers. Ceux dont François Mitterrand affirmait qu'« ils s'enrichissent en dormant ». Et ces bienheureux créanciers de la dette publique pourront parfaitement transmettre leurs titres à leurs enfants.

« Nos » enfants ne verront donc pas tous le poids de la dette peser sur leurs fragiles épaules. Certains paieront les intérêts de la dette, d'autres les encaisseront. Et avec une dette publique de plus de 1 000 milliards d'euros cela représentera un sacré pactole pour tous les enfants de rentiers.

Mettre tous « nos » enfants dans le même sac relève donc de la supercherie. Les enfants des rentiers, loin de ployer sous le fardeau de la dette, percevront les intérêts de cette dette. Ce sont, par contre, les enfants de tous ceux qui ne bénéficient pas de cette rente qui devront payer. Un peu comme sur cette image de 1788 où l'on voit le clergé et la noblesse brandissant leurs sacs d'écus et se faisant porter par le tiers-état...

La manœuvre est grossière. Les libéraux espèrent pourtant qu'elle leur permettra d'atteindre trois objectifs.

Ils escomptent bien, tout d'abord, que le tapage qu'ils mènent autour de la dette de « nos » enfants leur évitera d'avoir à reconnaître l'origine de la dette publique : la baisse des impôts des riches et les intérêts payés chaque année aux rentiers.

Les deux sont d'ailleurs liés puisque c'est parce que les impôts des riches ont diminué que l'Etat a été obligé de leur emprunter les sommes qu'il ne leur prélevait plus sous forme d'impôt. Mais alors qu'avec l'impôt, les sommes prélevées aux riches ne coûtaient rien à l'Etat, il n'en va plus de même avec l'emprunt.

Le service de la dette (les intérêts versés aux rentiers, créanciers de la dette publique) est aujourd'hui le deuxième poste de dépenses de l'Etat, juste après l'Education nationale. Avec la hausse des taux d'intérêts programmés par la Banque Centrale Européenne, il pourrait bien, d'ailleurs, devenir le premier.

Ils attendent, ensuite, de cette manœuvre qu'elle impose l'idée qu'il n'existe (complétée par la vente au secteur privé d'EDF-GDF ou d'autres services publics) qu'une solution au problème de la dette publique : diminuer les dépenses publiques.

C'est ce qu'ils appellent « la pédagogie de la dette ». Cette façon de rembourser la dette est bien évidemment la pire : elle détruit le lien social, l'égalité entre citoyens, marginalise les plus pauvres et multiplie les ghettos. La crise des banlieues de nos grandes villes vient pourtant de donner un avant-goût de ce qui peut advenir quand les services publics reculent et désertent des quartiers entiers.

Il espèrent, enfin, que la manœuvre permettra d'occulter la solution qui pourrait autrement apparaître comme la plus évidente et la plus juste : augmenter les impôts des riches et baisser les taux d'intérêts des rentiers.

Jean-Jacques Chavigné
Gérard Filoche

Commentaires SERMIP 82 :

Qui sont-ils :

- Jean-Jacques Chavigné, militant du Parti Socialiste, ancien cadre d'établissement bancaire. Délégué syndical CFDT pendant 30 ans.
- Gérard Filoche, homme politique (jamais élu) et militant socialiste, inspecteur du travail dans le civil, est membre de la direction de la Fondation Copernic et du conseil d'administration d'ATTAC. A la CGT depuis 1962.

Autre commentaire :

La dette de l'Etat, en grande partie résulte des investissements sociaux ou d'infrastructures qui bénéficieront aux générations suivantes. Ces investissements permettront à celles-ci de générer davantage de richesses, il n'est donc pas injuste que ces générations remboursent la dette.

Alors ras le bol du discours dominant expliquant que nous devons nous serrer la ceinture et que la priorité des priorités c'est le remboursement de la dette ! Et ce d'autant plus qu'une simple politique fiscale appropriée (de gauche ?) permettrait de s'y attaquer réellement !

De plus il était question d'une dette de 1000 M€, qui, en fait serait du double parce que maintenant ils (Rapport Pébereau) comptent les retraites des fonctionnaires ! ... comme si elles n'avaient jamais existées, sans parler du fait que les fonctionnaires cotisent pour une pension et que l'Etat de provisionne aucune caisse !